

# Conseil de Communauté

du 16 décembre 2021

♦♦♦♦♦♦♦♦

## PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	Règlement temps de travail
2	DAME – Ressources Humaines – Création d'un emploi de contrôleur SPANC à temps complet sur le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
3	Ressources Humaines – Contrats d'assurances des risques statutaires – Revalorisation tarifaire
4	Ressources Humaines - Conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement
5	CULTURE – Exercice 2022 – Subventions de fonctionnement > 23 000 €
6	CULTURE – Exercice 2021 – Ajustement de la subvention de fonctionnement du Kiosque en raison de la crise sanitaire
7	Renouvellement convention de co-maîtrise d'ouvrage et de partenariat Croq' les mots, marmot !
8	Finances – Vote du budget primitif 2022 – Vote des taux d'imposition
9	Adoption du budget primitif 2022 – Budget principal
10	Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe déchets ménagers
11	Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe prestations de services
12	Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe SPANC
13	Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe LEADER
14	Adoption des budgets primitifs 2022 – Budgets annexes des zones d'activités
15	Finances – Budget primitif 2022 – Subventions aux associations
16	Finances – Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique Mutualisée– Autorisation d'Engagement et crédits de paiement – Section de Fonctionnement
17	Finances – Pôle Culture et Jeunesse de Lassay les Châteaux– Autorisation de programme et crédits de paiement – Section d'investissement – Création
18	Finances – Budget annexe LEADER – Exercice 2021 – Décision modificative n°1
19	Marchés publics – Travaux de maçonnerie et de démolition pour l'aménagement du camping intercommunal « Le Gué Saint Léonard » à Mayenne (21TRA04-3) – Avenant – Autorisation de signature
20	Finances - Avenant N°3 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté prenant effet au 1er janvier 2022
21	Finances – Avenant N° 3 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2022
22	Finances – Budget primitif 2021 – Association Audace 53 – Subvention exceptionnelle
23	Déchets – Redevance Incitative – Détermination de la grille tarifaire 2022
24	Déchets – Avenant pour le contrat de reprise des emballages plastiques (Valorplast)
25	Déchets – Convention pour la gestion des déchets du Centre Hospitalier Nord-Mayenne
26	Avenant à la convention entre Mayenne Communauté et l'association « Aid' à dom » relative à la micro-crèche en horaires atypiques
27	Aire d'accueil des Gens du Voyage - Révision des tarifs
28	Demande de subvention DETR/DSIL – Travaux Maison des alternants
29	Economie - Autorisation d'ouverture des commerces les dimanches et jours fériés 2022 sur la commune de Mayenne
30	Demande de subvention DETR/DSIL – Travaux Halte fluviale
31	Approbation de la tarification du Camping du Gué Saint-Léonard pour 2022
32	ECONOMIE/ TOURISME : Office de tourisme - demande de subvention couvrant le déficit saisonnier 2021 du bateau promenade
33	PLH 2018-2023 – Aides du PLH à la construction/réhabilitation des logements locatifs des bailleurs sociaux
34	Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions

Mayenne Communauté

Séance du 16 décembre 2021

**Délibération du Bureau** par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Bureau du 30 novembre	1 - Habitat – Avenant à la convention de prestation avec SOLIHA pour accompagner le public ANAH sur la période transitoire 2 - PLH 2018-2023 – Aides du PLH pour les projets habitat des communes 3 - Demande de financement pour le poste de chargé de projet « Petites Villes de Demain »
-----------------------	---

**Extrait du registre des arrêtés du Président**

Arrêté n°2021/AG/07	Arrêté de délégation de signature à M. Aurélien Angot, directeur de l'action sociale et de la santé
Arrêté n°2021/AG/08	Arrêté de délégation de signature à M. Florent Goismier, directeur de l'économie et de l'attractivité

# Extrait du Registre des Délibérations

## DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 16 décembre 2021

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	/
Contre :	/
Pour :	/
Abstention :	/
Quorum :	30

L'an deux mille vingt et un, le 10 décembre, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils ou en visioconférence.

### Sont présents :

### En qualité de titulaires :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1<sup>er</sup> Vice-Président, M. SOUTIF, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Mme RONDEAU, 4<sup>ème</sup> Vice-Présidente (arrive au point n°9), M. COULON, 5<sup>ème</sup> Vice-Président (quitte la séance au point n°5 et revient au point n° 7), M. BORDELET, 6<sup>ème</sup> Vice-Président (en visio et quitte la séance au point n°23 et donne pouvoir à M. VALPREMIT)), M. RAILLARD, 7<sup>ème</sup> Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8<sup>ème</sup> Vice-Présidente (en visio), M. COISNON, 9<sup>ème</sup> Vice-Président, M. DELAHAYE, 10<sup>ème</sup> Vice-Président (en visio), M. BONNET, 11<sup>ème</sup> Vice-Président, MM. CHESNEAU (en visio), RENARD (en visio), SABRAN, Mme NEDJAAÏ, MM. MONTAUFRAY (en visio), NEVEU, BEAUJARD, CARRE, Mme FOURNIER, MM. MARIOTON (en visio), TALOIS, DOYEN, PILLAERT (en visio), Mme LANDEMAINE (en visio), MM. BULENGER (quitte la séance au point n°10), MOUTEL (en visio), TRANSON (en visio), PECCATTE (en visio), GIFFARD, Mmes SOULARD (en visio), THELIER, MELOT, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, LEROUX (en visio), SAULNIER (en visio), M. NICOUX (en visio), Mme ES SAYEH, M. GUERAULT, Mme LEBOURDAIS, M. MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON (arrive au point n°9), Mme ROUYERE, M. FAUCON, Mme GENEST (en visio).

### En remplacement du titulaire absent :

M. CHOUZY est remplacé par M. GUIHERY (en visio)

M. BETTON donne pouvoir à M. MOUTEL  
M. BRODIN donne pouvoir à Mme GENEST  
Mme DESBOIS donne pouvoir à Mme LEFOULON  
M. REBOURS donne pouvoir à Mme FOURNIER

### Excusés :

MM. RIOULT LERICHE, BOITTIN, GARNIER, Mme GONTIER, M. RIOULT.

M. DOYEN a été désigné secrétaire de séance.

### 1 – Règlement temps de travail

### M. COULON expose :

L'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail. La durée du temps de travail doit être harmonisée à 1.607 heures pour l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale.

Dans ce cadre, les collectivités territoriales disposent d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leur assemblée délibérante pour définir les règles relatives au temps de travail de leurs agents.

Ces règles entrent en application au plus tard le 1er janvier suivant leur définition, soit le 1er janvier 2022.

Les modalités d'aménagement du temps de travail en vigueur dans les services de la communauté de communes de Mayenne communauté, de la Ville de Mayenne et du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), doivent donc être adaptées à l'évolution de la réglementation sur le temps de travail.

**Les enjeux de cette réforme pour la collectivité sont pluriels :**

- un enjeu réglementaire sur l'obligation de respecter la durée annuelle légale de 1.607 heures, à laquelle la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ne permet plus de dérogation;
- un enjeu de maintien et de qualité du service public en adaptant l'organisation du temps de travail aux attentes des agents et des usagers, dans un souci collectif d'efficacité de l'action publique territoriale et du service public ;
- un enjeu de garantie de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Sa mise en pratique au quotidien constitue, en effet, un des facteurs garantissant, pour l'ensemble des agents, qualité de vie au travail, motivation et efficacité ;
- un enjeu de maintien de salaire pour les agents en poste.

**Ainsi, la démarche d'élaboration de ce nouveau temps de travail poursuit deux objectifs stratégiques :**

- . harmoniser et formaliser les pratiques et procédures en matière d'organisation et de gestion du temps de travail afin de permettre l'équité de traitement entre les agents ;
- . donner un cadre et des règles générales communes dans le but d'améliorer les conditions de vie au travail et de favoriser l'émergence d'une culture commune afin de maintenir l'engagement et la motivation des agents au quotidien en donnant du sens au travail.

Dans ce cadre, la collectivité a souhaité qu'une démarche participative soit mise en œuvre, conformément aux engagements pris lors du Comité Technique « Dialogue social » du 22 mars 2021.

En plus des 34H de travail en comité de direction consacrées à la préparation des échanges, de nombreuses réunions de concertation ont été mises en place, constituées de représentants du personnel, des élus Rh, des directeurs, des responsables de services, des agents, de la Direction Générale et de la Direction des Ressources Humaines (D.R.H.) :

**Soit 102 heures de concertation du 22 mars 2021 au 26 novembre 2021 :**

- 7 temps de dialogue social avec les organisations syndicales : 20H
- 8 temps de rencontres des responsables de service – avril 2021 : 16H
- Rencontre de l'ensemble des agents par service (semaine 20) - mai 2021 : 41H
- 8 demi-journées d'échanges par direction (semaine 23) - juin 2021 : 31H

Durant ces réunions de nombreux échanges ont permis une prise en compte d'avancées majeures : articulation vie professionnelle/vie personnelle, droit à la déconnexion, prise en compte des temps jusqu'ici non comptabilisés, possibilité d'effectuer son temps de travail sur 4.5 par semaine, engagement sur le télétravail notamment.

L'ensemble de ces avancées a été intégré au futur règlement temps de travail qui fera l'objet d'une délibération au cours du dernier trimestre 2021. Une évaluation de cette mise en œuvre sera réalisée dès l'année 2022 selon le calendrier proposé aux organisations syndicales lors du Dialogue social du 27 mai 2021 :

Juin 2022	Bilan intermédiaire à 6 mois de fonctionnement
Janvier 2023	Bilan d'une année entière de fonctionnement
Juin 2023	Travail si nécessaire à l'ajustement des règlements d'organisation de service en fonction des réorganisations.
Juin 2024	Dialogue social de suivi du temps de travail
Juin 2024	Dialogue social de suivi du temps de travail
Juin 2026	Dialogue social de suivi du temps de travail

Cette démarche d'évaluation en lien avec les organisations syndicales inclura notamment un bilan/évaluation des critères retenus, des cycles horaires, des aménagements mis en place qui pourront être revus et/ou approfondis si cela s'avère nécessaire.

VU :

- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 21,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 7 – 1, 57 et 136,
- La loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- La loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,
- Loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115,
- La loi n°2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade,
- La loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.
- Le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,
- Le décret n° 88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,
- Le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84 – 53 du 26 janvier 1984 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

- Le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif aux modalités d'organisation du temps partiel.
- Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,
- Le décret n°2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade,
- Le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,
- Le décret 2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives au congé parental des fonctionnaires et à la disponibilité pour élever un enfant,
- Le décret n° 2020-1492 du 30 novembre 2020 portant diverses dispositions relatives au congé de présence parentale et au congé de solidarité familiale dans la fonction publique,
- Le décret n° 2020-1557 du 8 décembre 2020 relatif au congé de proche aidant dans la fonction publique,
- L'avis du Comité Technique, en date du 13 septembre,

**CONSIDERANT :**

- L'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique qui prévoit la suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail. Ainsi, la durée du temps de travail doit être harmonisée à 1607 heures pour l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale ;
- La nécessité de maintenir un service public de qualité en adaptant l'organisation du temps de travail aux attentes des agents et des usagers ;
- La nécessité d'harmoniser et de formaliser les pratiques et procédures en matière d'organisation et de gestion du temps de travail afin de permettre l'équité de traitement entre les agents ;
- L'adoption d'une délibération en date du 23 septembre 2021 fixant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le décompte du temps de travail des agents publics sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.
- Et la nécessité d'adopter un nouveau règlement de temps de travail qui annule et remplace le précédent ;

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le nouveau règlement temps de travail en annexe de la note de synthèse à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.***

**2 - DAME – Ressources Humaines – Création d'un emploi de contrôleur SPANC à temps complet sur le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux**

**M. COULON expose :**

Le SPANC est une compétence de Mayenne Communauté.

Le service est composé de trois agents :

- 1 technicien - Responsable du service Eau et Assainissement
- 1 technicienne – Responsable du SPANC
- 1 Adjoint Technique - contrôleur SPANC

Le responsable de service consacre en moyenne 10% de ses missions à l'encadrement et la gestion du SPANC.

La responsable du SPANC et le contrôleur SPANC n'assurent que des missions relatives à l'assainissement non collectif. Une convention de mise à disposition de personnel et de matériel avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée a été signée en 2016 pour 4 ans, et renouvelée pour 1 an en 2020 et 2021, pour assurer certaines missions sur le territoire de l'Ex-CCHL.

Depuis la mise en place de cette organisation en 2016, on observe des difficultés pour équilibrer le budget du SPANC

Pour le SPANC, le recrutement d'un second contrôleur permettrait d'ajuster les moyens humains à la taille du service (3 agents sans conventionnement avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée pour un parc de

5 200 installations, et périodicité des contrôles de bon fonctionnement de 6 ans) et d'augmenter le nombre de contrôles réalisés annuellement afin d'équilibrer le budget.

Ce recrutement permettra également de réorganiser le service dans l'objectif de diversifier les missions des agents qui aujourd'hui consacre 100 % de leur activité à la réalisation de contrôle SPANC. Les agents pourraient se voir confier des missions relevant plus globalement de l'eau et de l'assainissement.

Ce poste supplémentaire serait financé essentiellement par le budget annexe SPANC de Mayenne Communauté.

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant les besoins du service et la nécessité de recruter un 3<sup>e</sup> contrôleur SPANC,

Considérant l'organigramme cible de Mayenne communauté validé le 5 février 2020,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant l'avis favorable du comité technique

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3-3-2 de la loi n° 2019-828 du 6 mars 2019. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme dans le domaine concerné et d'une expérience professionnelle dans des missions similaires.

Le traitement sera calculé par référence aux cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux

Les dépenses sont prévues au chapitre 012.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la création d'un emploi de contrôleur SPANC sur le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux à temps complet.***

### **3 – Ressources Humaines – Contrats d'assurances des risques statutaires – Revalorisation tarifaire**

#### **M. COULON expose :**

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n° 86 552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération en date du 13/12/2018 autorisant Monsieur le Président à adhérer au contrat groupe d'assurance des risques statutaires,

Considérant la nécessité pour Mayenne Communauté de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant la protection sociale de ses agents (maladie, maternité, accident du travail, décès),

Considérant que le Centre de Gestion de la Mayenne peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques pour l'ensemble des collectivités et établissements publics adhérant et ce dans le cadre de ses missions fixées par l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984,

Considérant l'adhésion de Mayenne Communauté au contrat groupe d'assurance des risques statutaires proposé par le centre de gestion de la Mayenne (tranche conditionnelle 20 agents CNRACL et plus),

Considérant qu'à l'issue de la 3<sup>e</sup> année du contrat, la sinistralité au contrat s'est dégradée et pour préserver l'équilibre du contrat d'assurances statutaires l'assureur Groupama Centre Manche porteur du

risque a signifié au Centre de Gestion de la Mayenne la nécessité d'une revalorisation des conditions tarifaires au 1<sup>er</sup> janvier 2022 comme suit :

**Garantes actuelles :**

Agents immatriculés à la CNRACL

- Taux 2.02%

Décès, accident du travail et maladie professionnelle (sans franchise) maladie ordinaire (franchise de 15 jours ferme) longue maladie / longue durée (sans franchise)

Les autres conditions du contrat restent inchangées

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **prend acte de la dégradation financière du contrat et de la proposition de revalorisation tarifaire pour la dernière année du contrat groupe d'assurances statutaires 2019-2022**

- **autorise Monsieur le Président à souscrire un avenant d'adhésion au contrat groupe d'assurances statutaires auprès de l'assureur Groupama Centre Manche et le courtier SIACI Saint Honoré.**

#### **4 - Ressources Humaines - Conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement**

**M. COULON expose :**

Le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixe les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;

Arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire de fonctions itinérantes (610 euros maximum pour 1 année pour 1 agent à temps complet) ;

Dans ce cadre, peuvent être pris en charge par la collectivité les frais de transport à l'intérieur d'une commune des agents exerçant des fonctions essentiellement itinérantes et amenés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service ;

**1/** Sont concernés les agents du service entretien des bâtiments amenés à se déplacer sur plusieurs sites, ne disposant pas d'un véhicule de service ;

Il vous est proposé d'adopter le principe de versement d'une indemnité forfaitaire annuelle fixée à 460 euros maximum pour un agent à temps complet, dans la limite du taux plafond fixé par arrêté ministériel (actuellement 610 euros par an maximum pour 1 agent à temps complet) pour les agents titulaires ou contractuels de Mayenne Communauté dont les missions occasionnent au moins 3 déplacements par jour avec leur véhicule personnel pour les agents à temps plein. Cette indemnité sera proratisée pour les agents à temps partiel et non complet à hauteur de la quotité de travail.

**2/** Pourront être concernés les animateurs après analyse des déplacements réalisés. Le montant de l'indemnité forfaitaire sera déterminé sur la base du montant moyen en rapport avec les déplacements réellement effectués.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement.**

#### **5 - CULTURE – Exercice 2022 – Subventions de fonctionnement > 23 000 €**

**M. BONNET expose :**

Le sous-groupe *Coordination des acteurs culturels et transversalité*, réuni le 13 octobre dernier, a émis des propositions de subventions d'aide en fonctionnement pour les 5 structures dont les montants sont supérieur



à 23 000 € (seuil d'obligation de conventionnement prévu par l'article 10 de la loi de 2000-321 du 10 avril 2000). Les propositions ont été présentées en groupe culture le 8 novembre.

Bénéficiaire	Voté 2021	Demande 2022	proposé 2022	Contractualisation et échéancier de versement
<b>LE KIOSQUE</b> (dont frais de personnel mis à disposition)	630 000 €	620 ou 625 000 € (lissage 10 000 € année Nuit Blanche)	<b>625 000 €</b> dont 10 000 € de subvention lissée sur 2022-23 pour Nuit Blanche	Dans le cadre d'un avenant 2022 prolongeant la convention de partenariat 2020-2021 : - acompte de 280 000 € versé après la signature de l'avenant, sur l'exercice 2022 - acompte de 200 000 € versé en mai - solde de 145 000 € versé en novembre à la production des documents financiers annuels n-1
<b>TRIBU FAMILIA</b>	110 247 €	110 247 €	<b>110 247 €</b>	Dans le cadre d'un avenant 2022 prolongeant la convention de partenariat 2020-2021 : - acompte de 50 000 € versé après la signature de l'avenant, sur l'exercice 2022 - acompte de 30 000 € versé en mai à la production des documents financiers annuels n-1 - solde de 30 247 € versé en novembre
<b>LES ENTRELACÉS</b>	57 000 €	57 000 €	<b>57 000 €</b>	Dans le cadre d'un avenant 2022 prolongeant la convention de partenariat 2020-2021 : - acompte de 19 000 € versé en avril - acompte de 19 000 € versé en mai - solde de 19 000 € versé en novembre à la production des documents financiers annuels n-1
<b>SCIC CINEMA LE VOX</b>	40 000 €	40 000 €	<b>40 000 €</b>	Dans le cadre de la convention d'objectifs 2020-2022. Versement en une fois en novembre 2022.
<b>ATMOSPHERES 53</b>	30 000 €	30 000 €	<b>30 000 €</b>	Dans le cadre d'un avenant 2022 prolongeant la convention de partenariat 2015. Versement en une fois à signature de l'avenant.
<b>TOTAL</b>	<b>867 247 €</b>	<b>862 247 €</b>	<b>862 247 €</b>	

En lien avec l'avancée de la date du vote du budget communautaire, les subventions < 23 000 € sont examinées en sous-groupe en décembre et présentées en conseil communautaire le 20 janvier prochain, permettant aux plus petites associations de déposer leurs demandes dans les mêmes délais que les années passées. Le montant global des subventions culture provisionné au BP est en maintien par rapport à 2021 à hauteur de **922 507 €**.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- statue sur les propositions d'aides en fonctionnement ci-dessus ainsi que les échéanciers de versement,
- autorise M. le Président à signer les avenants annuels 2022 prolongeant les conventions de partenariat avec les associations Le Kiosque, Tribu Familia, Les Entrelacés et Atmosphères 53.

## 6 - CULTURE – Exercice 2021 – Ajustement de la subvention de fonctionnement du Kiosque en raison de la crise sanitaire

### M. BONNET expose :

Par délibération du 24/10/2019, Mayenne Communauté a acté par convention avec l'association LE KIOSQUE, les objectifs du projet culturel pour 2020 et 2021. Par délibération du 18/02/2020, La subvention annuelle 2021 a été fixée à 630 000 € (dont 10 000 € pour Nuit Blanche) en contre partie des actions menées par l'association.

Par délibération n°14 du 5/03/2020, à l'occasion du vote du budget 2020, le Conseil a fixé le montant définitif de la subvention à verser à l'association à hauteur de 620 000 €.

Chaque année l'association présente un bilan comptable de l'exercice en cours à son conseil de gestion, arrêté cette année au 15/11/2021. En raison de la crise sanitaire, ce bilan présente, comme en 2020, une situation très perturbée :

- des dépenses non réalisées par l'association en matière de frais d'accueil artistiques (annulation de près de 16 spectacles et 1 exposition), de personnel non remplacé, et d'intermittents du spectacle non recrutés,
- des dépenses nouvelles afin de maintenir au maximum une offre culturelle au 1<sup>er</sup> semestre : des représentations rajoutées, la mise en place nouvelle d'actions culturelles en lien avec la DAC (actions covid-compatibles), ainsi que l'adaptation de *Croq' les mots*, *Marmot* et de *Nuit Blanche* qui a entraîné des frais supplémentaires,
- un manque à gagner en termes de recettes de billetterie, atténué par des subventions nouvelles de la Drac et de la Région.

Ce budget, désordonné donc par rapport au budget prévisionnel, ne ressemble donc pas à celui de 2020 en présentant un excédent limité à 29 404 € prévisionnels.

En concertation avec l'association, il vous est proposé, de façon exceptionnelle en lien direct avec les conséquences des annulations du 1<sup>er</sup> semestre 2021 liées à la crise sanitaire et sur le même mode que l'an passé, de diminuer le montant de la subvention 2021 allouée au Kiosque à hauteur de 20 000 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, modifie le montant de la subvention 2021 allouée au Kiosque à un montant de 610 000 €.**

## 7 - Renouvellement convention de co-maîtrise d'ouvrage et de partenariat Croq' les mots, marmot !

### M. BONNET expose :

Croq' les mots marmot! est un projet culturel mutualisé à l'échelle de la haute Mayenne destiné aux familles et aux tout petits (0-6 ans). Il se caractérise par l'organisation d'une série d'animations culturelles sur l'ensemble du territoire, suivi d'une journée professionnelle et d'un salon du livre se tenant à Mayenne. L'opération Croq' les mots, marmot ! se déroule sur un cycle bisannuel.

Ce projet concourt à plusieurs objectifs, dont voici les plus importants :

- o Promouvoir le livre par une approche ludique - donner le goût de la lecture aux enfants dès le plus jeune âge et aux familles et ainsi contribuer à la lutte contre l'illettrisme
- o Sensibiliser sur l'importance du livre dans **l'éveil culturel** du tout petit

- Favoriser l'**accès** aux services culturels **pour l'ensemble** de la population du territoire
- **Croiser les publics** et dynamiser les relations entre de nombreux professionnels
- Développer la **formation** des bénévoles et des professionnels dans ce domaine
- Contribuer à **renforcer les services de la lecture et de la petite enfance et l'offre culturelle pour le jeune enfant** de la haute Mayenne.
- Développer une spécificité sur le territoire autour du livre et du tout-petit
- Renforcer l'attractivité du territoire de la haute Mayenne

La réussite d'une telle opération passe par la mise en synergie des acteurs locaux et des compétences à l'échelle des 4 Communautés de communes. Il est mis en place avec le concours des bibliothécaires, des autres agents des collectivités de la haute Mayenne (programmateurs culturels, coordinateurs RAM, animateurs, chargés de mission économique...), des associations, des bénévoles, des professionnels de la petite enfance sur les 4 communautés de communes de la haute Mayenne.

Ce projet se décline par une série d'actions, dont voici pour exemple les plus emblématiques qui peuvent cependant être amenées à évoluer au fil des éditions :

- Un salon du livre petite enfance
- Une journée professionnelle (colloque permettant d'approfondir un aspect précis du livre et du tout petit)
- Une résidence d'artistes
- Un parcours scolaire (formation d'enseignants / venue d'auteurs illustrateurs dans les classes / venue des classes sur le salon)
- Un parcours petite enfance
- Des rendez-vous Croq' : une tournée de spectacles, des projections de courts métrages, des expositions, des ateliers...
- Des formations, des conférences et des rencontres

Mis en place pour la première fois en 2006, ce projet a été renouvelé en 2009, 2012 et en 2015 sous la coordination de l'ex Pays de Haute Mayenne (GIP). Depuis 2017 et l'extinction de cette structure de coopération inter communautaire, son organisation et sa coordination relève d'une coopération entre les EPCI et le centre d'action culturelle Le Kiosque.

Compte-tenu de la démarche inter territoriale du projet, une convention de co-maitrise d'ouvrage et de partenariat précise les responsabilités des communautés de communes co-maitres d'ouvrage, de Mayenne communauté comme mandataire dans la mise en œuvre du projet et du Kiosque comme administrateur du projet. Cette convention arrive à son terme au 31.12.2021. Il vous est donc proposé de signer la nouvelle convention pour 2022-2025.

Suite au comité de pilotage n°1 qui s'est déroulé lundi 11 octobre avec les techniciens, vices-présidents culture des 4 EPCI et le centre d'action culturelle Le Kiosque, voici les évolutions qui ont été actées pour la prochaine convention :

- Une convention signée pour 4 ans et non plus 3 ans, afin de permettre la réalisation complète de 2 éditions.
- Réinstaurer un comité de pilotage au lancement, bilan intermédiaire et final de chaque convention + sur demande de tout partenaire.
- Une pérennisation du poste, désormais déconnecté de la convention.
- Stabilisation de l'enveloppe budgétaire projet : 29 000 € versés annuellement par les 4 EPCI au Kiosque.
- Une augmentation maîtrisée de la part fonctionnement portée par Mayenne Communauté avec une valorisation plus proche du réel des coûts pour la collectivité : 48 810 € étaient versés annuellement sur la précédente convention – 55 596 € pour la future convention.
- La validation du maintien d'une réserve Croq' (Kiosque) jusqu' à 20 000 €. Au-delà de ce montant, reversement de l'enveloppe aux EPCI pour financer des actions culturelles petite enfance au prorata de leur participation. Cette réserve représente aujourd'hui 12 326 €.

La contribution financière des co-maîtres d'ouvrage de l'opération est élaborée selon les principes suivants :

o Une contribution annuelle de 29 000 € (organisation générale, programmation, communication et formation) dont un apport de 55 % de la somme par Mayenne communauté, et dont les 45 % restants étant apportés par les trois autres EPCI au prorata de leur population. Cette contribution sera sollicitée par l'organisateur Le Kiosque, pour l'organisation des activités, auprès des 4 communautés de communes.

o Une contribution complémentaire annuelle de 55 595 € (coordination, soutien administratif, communication et frais annexes) répartie au prorata du poids de population de chaque EPCI. Cette contribution sera sollicitée par Mayenne Communauté auprès des 3 autres communautés de communes co-maitres d'ouvrage, au titre de la prise en charge de la coordination et des frais annexes.

DÉPENSES + PORTEUR DE LA DÉPENSE 2022-2025		MONTANT DE LA PARTICIPATION TOTALE	MAYENNE COMMUNAUTÉ	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ERNÉE	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BOCCAGE MAYENNAIS	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU MONT DES AVALOIRS
LE KIOSQUE	Article 4 convention - 55% MC + prorata nbre hab pour autres EPCI	55% MC + prorata autres EPCI	55,00%	16,83%	15,19%	12,98%
	Le Kiosque - projet	29 000 €	15 950 €	4 881 €	4 406 €	3 763 €
	Le Kiosque - valorisation du temps passé à l'administration Croq	11 133 €	11 133 €			
MAYENNE COMMUNAUTÉ	Source : fiche XCF 2021	Nombre d'habitants	3800	2128	19 212	16409
	Article 4 convention - au prorata nbre hab	Prorata 4 EPCI	60,04%	22,63%	20,24%	17,29%
	Coordination : 1 ETP coordinatrice + 0,05 ETP assistante administrative	51 012 €	20 426 €	11 440 €	10 326 €	8 820 €
	Communication : stage de 3 mois + 0,05 ETP chargés de communication	3 483 €	1 395 €	781 €	705 €	602 €
	Frais annexes (Formation, déplacements...)	1 100 €	440 €	247 €	223 €	190 €
	<b>Mayenne Communauté TOTAL</b>	<b>55 595 €</b>	<b>22 261 €</b>	<b>12 468 €</b>	<b>11 254 €</b>	<b>9 612 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>95 728 €</b>	<b>49 344 €</b>	<b>17 349 €</b>	<b>15 660 €</b>	<b>13 375 €</b>
		Prorata global	51,55%	18,12%	16,36%	14,27%

La Communauté de communes de l'Ernée a d'ores et déjà délibéré positivement le 30 novembre dernier. Les Communautés de communes des Avaloirs et du Bocage mayennais délibéreront respectivement le 9 et 15 décembre prochains.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide cette nouvelle convention pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2025 et autorise M. le Président ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout avenant le cas échéant et à engager les dépenses nécessaires.**

## 8 - Finances – Vote du budget primitif 2022 – Vote des taux d'imposition

### M. SOUTIF expose :

VU l'article 1636 B sexies du Code général des impôts, le conseil communautaire vote chaque année les taux de cotisation foncière des entreprises, des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires,

Considérant que la loi n'autorise pas les collectivités à modifier le taux relatif à la taxe d'habitation en 2022 comme c'était le cas en 2021 suite à la suppression de cette taxe sur les résidences principales, Il est proposé de reconduire en 2022 les taux d'imposition de la fiscalité directe locale votés en 2021. Il est rappelé que ceux-ci sont identiques depuis 2017.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les taux 2022 à leurs niveaux de 2021 :**

- **Taxe Habitation sur les résidences secondaires : 12,11%**
- **Taxe Foncière Bâti: 0,630%**
- **Taxe Foncière Non Bâti: 4,30%**
- **Cotisation Foncière des Entreprises: 25,25%**

## 9 - Adoption du budget primitif 2022 – Budget principal

### M. SOUTIF expose :

Suite à la tenue du débat d'orientations budgétaires, il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir se prononcer sur le vote du budget primitif 2022 du budget principal.

Le rapport de présentation détaillé, joint à la présente délibération, présente et commente les données financières principales du budget.

**Pour information**, le budget primitif de Mayenne Communauté pour l'exercice 2022, tous budgets confondus s'établit à 52 495 324 € décomposé comme suit :

- En investissement tous budgets confondus :
  - Dépenses : 9 684 477 €
  - Recettes : 9 684 477 €
- En fonctionnement tous budgets confondus :
  - Dépenses : 42 810 847 €
  - Recettes : 42 810 847 €

	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Budget principal	9 062 429	9 062 429	34 321 000	34 321 000
Déchets ménagers	525 310	525 310	3 597 200	3 597 200
Prestations de services	82 348	82 348	491 100	491 100
SPANC	14 390	14 390	102 180	102 180
LEADER			255 491	255 491
ZA Orgerie			100 205	100 205
ZA Poirsac III			130 581	130 581
ZA de Lassay			21 705	21 705
ZA des Haras			81 075	81 075
ZA de Coulonges			72 105	72 105
ZA de la Lande			105 405	105 405
ZA du Berry			82 165	82 165
ZA les Chevreuils			3 270 005	3 270 005
ZA Montrieux			420	420
ZA La Chapelle			205	205
ZA Le Horps			180 005	180 005
<b>TOTAL</b>	<b>9 684 477 €</b>	<b>9 684 477 €</b>	<b>42 810 847 €</b>	<b>42 810 847 €</b>

S'agissant du budget principal, le montant du budget primitif 2022 s'établit à la somme de 43 383 429 € dont 34 321 000 € en fonctionnement et 9 062 429 € en investissement et se décompose en :

- Mouvements réels : 41 350 442 €
- Mouvement d'ordre : 2 032 987 €

Budget principal	Mouvements totaux	Mouvements réels	Mouvements d'ordre
Investissement			
Recettes	9 062 429 €	7 278 036 €	1 784 393 €
Dépenses	9 062 429 €	8 813 835 €	248 594 €
Fonctionnement			
Recettes	34 321 000 €	34 072 406 €	248 594 €
Dépenses	34 321 000 €	32 536 607 €	1 784 393 €
<b>Totaux</b>	<b>43 383 429 €</b>	<b>41 350 442 €</b>	<b>2 032 987 €</b>

La présentation de ce budget fait suite au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du conseil communautaire du 25 novembre et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 107) et à la loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018.

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (MM. MOTTAIS, TRIDON et FAUCON et Mmes JONES et ROUYERE s'étant abstenus) :**

- **adopte par chapitre et par nature, pour l'exercice 2022, le budget principal tel qu'il est présenté.**
- **adopte le crédit de paiement du pôle culture et jeunesse intercommunal de Lassay à hauteur de 700 000 €**
- **arrête le montant prévisionnel du prélèvement à opérer sur la section de fonctionnement pour financer la section d'investissement à 572 871 €**
- **prévoit la refacturation des charges de personnel du budget principal aux budgets annexes Déchets ménagers, SPANC, prestations de services et Leader.**

#### **10 - Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe déchets ménagers**

##### **M. SOUTIF expose :**

Suite à la tenue du débat d'orientations budgétaires, il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir se prononcer sur le vote du budget primitif 2022 du budget annexe déchets ménagers. Le rapport de présentation détaillé, joint à la présente délibération, présente et commente les données financières principales du budget.

<b>Budget déchets ménagers</b>	<b>Mouvements totaux</b>	<b>Mouvements réels</b>	<b>Mouvements d'ordre</b>
Investissement			
Recettes	525 310 €	94 771 €	430 539 €
Dépenses	525 310 €	387 010 €	138 300 €
Fonctionnement			
Recettes	3 597 200 €	3 458 900 €	138 300 €
Dépenses	3 597 200 €	3 166 661 €	430 539 €
<b>Totaux</b>	<b>4 122 510 €</b>	<b>3 553 671 €</b>	<b>568 839 €</b>

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par chapitre et par nature, pour l'exercice 2022, le budget annexe déchets ménagers tel qu'il est présenté.**

#### **11 - Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe prestations de services**

##### **M. SOUTIF expose :**

Suite à la tenue du débat d'orientations budgétaires, il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir se prononcer sur le vote du budget primitif 2022 du budget annexe prestations de services. Le rapport de présentation détaillé, joint à la présente délibération, présente et commente les données financières principales du budget.

<b>Budget prestations</b>	<b>Mouvements totaux</b>	<b>Mouvements réels</b>	<b>Mouvements d'ordre</b>
Investissement			
Recettes	82 348 €	18 000 €	64 348 €
Dépenses	82 348 €	82 348 €	0 €

Fonctionnement			
Recettes	491 100 €	491 100 €	0 €
Dépenses	491 100 €	426 752 €	64 348 €
<b>Totaux</b>	<b>573 448 €</b>	<b>509 100 €</b>	<b>64 348 €</b>

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par chapitre et par nature, pour l'exercice 2022, le budget annexe prestations de services tel qu'il est présenté.*

## 12 - Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe SPANC

### M. SOUTIF expose :

Suite à la tenue du débat d'orientations budgétaires, il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir se prononcer sur le vote du budget primitif 2022 du budget annexe SPANC.

Le rapport de présentation détaillé, joint à la présente délibération, présente et commente les données financières principales du budget.

<b>Budget SPANC</b>	<b>Mouvements totaux</b>	<b>Mouvements réels</b>	<b>Mouvements d'ordre</b>
Investissement			
Recettes	14 390 €	0 €	14 390 €
Dépenses	14 390 €	13 810 €	580 €
Fonctionnement			
Recettes	102 180 €	101 600 €	580 €
Dépenses	102 180 €	87 790 €	14 390 €
<b>Totaux</b>	<b>116 570 €</b>	<b>101 600 €</b>	<b>14 970 €</b>

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par chapitre et par nature, pour l'exercice 2022, le budget annexe SPANC tel qu'il est présenté.*

## 13 - Adoption du budget primitif 2022 – Budget annexe LEADER

### M. SOUTIF expose :

Suite à la tenue du débat d'orientations budgétaires, il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir se prononcer sur le vote du budget primitif 2022 du budget annexe LEADER.

Le rapport de présentation détaillé, joint à la présente délibération, présente et commente les données financières principales du budget.

<b>Budget LEADER</b>	<b>Mouvements totaux</b>	<b>Mouvements réels</b>	<b>Mouvements d'ordre</b>
Fonctionnement			
Recettes	255 491 €	255 491 €	0 €
Dépenses	255 491 €	255 491 €	0 €
<b>Totaux</b>	<b>255 491 €</b>	<b>255 491 €</b>	<b>0 €</b>

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par chapitre et par nature, pour l'exercice 2022, le budget annexe LEADER tel qu'il est présenté.*

## 14 - Adoption des budgets primitifs 2022 – Budgets annexes des zones d'activités

### M. TRANCHEVENT expose :

Suite à la tenue du débat d'orientations budgétaires, il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir se prononcer sur le vote des budgets primitifs 2022 des budgets annexes des 11 zones d'activités. Le rapport de présentation détaillé, joint à la présente délibération, présente et commente les données financières principales de chaque budget.

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités de COULONGES		
Fonctionnement	Recettes Dépenses	72 105 € 72 105 €
	<b>Total budget PA COULONGE</b>	<b>72 105 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités du BERRY		
Fonctionnement	Recettes Dépenses	82 165 € 82 165 €
	<b>Total budget PA BERRY</b>	<b>82 165 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités du POIRSAC III		
Fonctionnement	Recettes Dépenses	130 581 € 130 581 €
	<b>Total budget PA POIRSAC III</b>	<b>130 581 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités du MONTRIEUX		
Fonctionnement	Recettes Dépenses	420 € 420 €
	<b>Total budget PA MONTRIEUX</b>	<b>420 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités des HARAS		
Fonctionnement	Recettes Dépenses	81 075 € 81 075 €
	<b>Total budget PA des HARAS</b>	<b>81 075 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités de LA LANDE		
Fonctionnement	Recettes Dépenses	105 405 € 105 405 €
	<b>Total budget PA de LA LANDE</b>	<b>105 405 €</b>



	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités de L'ORGERIE		
Fonctionnement	Recettes Dépenses <b>Total budget PA de L'ORGERIE</b>	100 205 € 100 205 € <b>100 205 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités des CHERVREUILS		
Fonctionnement	Recettes Dépenses <b>Total budget PA des CHERVREUILS</b>	3 270 005 € 3 270 005 € <b>3 270 005 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités de LASSAY LES CHATEAUX		
Fonctionnement	Recettes Dépenses <b>Total budget ZA de LASSAY LES CHATEAUX</b>	21 705 € 21 705 € <b>21 705 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités du HORPS		
Fonctionnement	Recettes Dépenses <b>Total budget ZA du HORPS</b>	180 005 € 180 005 € <b>180 005 €</b>

	Budgets des zones d'activités	Mouvements totaux
Zones d'activités de CHAPELLE AU RIBOUL		
Fonctionnement	Recettes Dépenses <b>Total budget ZA de LA CHAPELLE AU RIBOUL</b>	205 € 205 € <b>205 €</b>

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par chapitre et par nature, pour l'exercice 2022, les budgets annexes du parc d'activités de COULONGE, du parc d'activités du BERRY, du parc d'activités de POIRSAC III, du parc d'activités de MONTREUX, du parc d'activités des HARAS, du parc d'activités de LA LANDE, du parc d'activités de L'ORGERIE, du parc d'activités DES CHEVREUILS, de la zone d'activités de LASSAY LES CHATEAUX, de la zone d'activités du HORPS, et de la zone d'activités de LA CHAPELLE AU RIBOUL, tel qu'ils sont présentés.*

**M. SOUTIF expose :**

Dans le cadre du budget 2022, les associations ont constitué des dossiers de demandes de subvention. Après instruction des dossiers, il vous est proposé d'attribuer les subventions de fonctionnement aux associations suivantes relevant des domaines de compétence de Mayenne Communauté autres que culturel :

Associations	Montant attribué en 2021	Montant proposé en 2022
Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne (dont animations Lassay)	249 820,00	251 230,00
OT pour Bateau promenade	14 494,31	0,00
Association de Randonneurs du Pays de Mayenne	600,00	600,00
Plaisanciers de Montgiroux	450,00	450,00
<b>Sous total TOURISME</b>	<b>265 364</b>	<b>252 280</b>
BGE – Boutique de gestion	4 500,00	4 500,00
Chambre de commerce et d'industrie	32 656,00	32 656,00
Coodémarrage 53	4 500,00	4 500,00
Initiative Mayenne	22 000,00	22 000,00
Mission Locale	49 686,00	50 925,00
Les amis de Fontaine Daniel	20 000,00	
CIGALES	1 500,00	1 500,00
ADIE Association pour le droit à l'initiative économique	2 000,00	2 000,00
ASCAPE	1 000,00	1 000,00
Mayen loisirs base de loisirs de La Haie Traversaine	30 000,00	0,00
Solidarité Paysans	2 000,00	2 500,00
Second Fonds de soutien COVID 19	178 204,00	
<b>Sous total ÉCONOMIE</b>	<b>348 046</b>	<b>121 581</b>
Aid à Dom	14 500,00	14 500,00
Associations de jeunes de l'ex CCHL		1 200,00
les POSSIBLES Information Jeunesse	40 000,00	40 000,00
CESAM		2 000,00
<b>Sous total JEUNESSE</b>	<b>54 500</b>	<b>57 700</b>
AMAV Accompagnement gens du voyage	6 000,00	6 000,00
<b>Sous total Aire d'accueil</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>
AUDACE 53	500,00	500,00
REGARDS CLINIQUES	500,00	500,00
UNAFAM	300,00	300,00
croix rouge française	1 000,00	1 000,00
Actions du Contrat Local de Santé	21 928,15	26 600,00
<b>Sous total SANTÉ</b>	<b>24 228</b>	<b>28 900</b>

Associations	Montant attribué en 2021	Montant proposé en 2022
ADIL	4 769,00	4 769,00
ADLJ	3 000,00	3 000,00
Fondation du Patrimoine		2 000,00
SYNERGIES (EIE, FAEP)	19 769,00	7 689,00
CPIE	39 000,00	39 000,00
Abeilles mayennaises	600,00	600,00
Mayenne-Nature Environnement	250,00	300,00
La Roue Libre		3 500,00
<b>Sous total HABITAT MOBILITE ENVIRONNEMENT</b>	<b>67 388</b>	<b>60 858</b>
- Employés intercommunaux	11 834,00	4 980,00
<b>SOUS TOTAL ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>	<b>11 834</b>	<b>4 980</b>
<b>TOTAL</b>	<b>777 360,46 €</b>	<b>532 299,00 €</b>

Il est précisé que, conformément au décret n°2001-495 du 06/06/2001, les subventions dont le montant est supérieur à 23 000 € font l'objet d'une convention d'objectifs et de moyens avec l'association qui en bénéficie.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée (MM. LE SCORNET, TRANCHEVENT, BONNET, BEAUJARD et MOTTAIS et Mmes RONDEAU et LEFOULON, n'ayant pas pris part au vote) :**

- **attribue les subventions de fonctionnement aux associations précitées au titre de l'exercice 2022 pour un total de 532 299 €,**
- **dit que cette dépense sera imputée sur le c/6574 de l'exercice 2022.**

**16 - Finances – Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique Mutualisée– Autorisation d'Engagement et crédits de paiement – Section de Fonctionnement**

**M. SOUTIF expose :**

L'ordonnance n°2005-1027 du 27 août 2005 (art 5) ouvre la possibilité de s'engager de façon pluriannuelle dans le cadre d'une Autorisation d'Engagement (AE) pour les dépenses de fonctionnement résultant de conventions, ou de délibérations au titre desquelles la collectivité s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, à verser une participation ou une rémunération à un tiers (article L2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Considérant que l'autorisation d'engagement constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des dépenses mentionnées ci-dessus,

Considérant que les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation d'engagement correspondante,

Considérant que l'équilibre de la section de fonctionnement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement,

Considérant la délibération n° 17 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 actant la mise en place de la Plateforme Territoriale de la Rénovation Territoriale Énergétique et son portage par Mayenne Communauté,

Il est proposé de se prononcer sur la gestion en AE/CP de la Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique pour un montant global de 610 000 € TTC et de proposer les crédits de paiement suivants :

<b>AE – PLATEFORME TERRITORIALE de la RÉNOVATION ÉNERGETIQUE</b>	
CP 2022	CP 2023
<b>310 000 €</b>	<b>300 000 €</b>

Il est rappelé au Conseil que la PTRE est un service porté par Mayenne Communauté et mutualisé avec 4 communautés de communes (la CC de l'Ernée, la CC des Coëvrons, la CC du Mont des Avaloirs et la CC du Bocage Mayennais) qui sera mis en place pour 2022 et 2023 et proposera un accompagnement gratuit aux usagers dans leur projet de rénovation énergétique.

Le financement de ce service sera assuré par :

1) des recettes émanant de la Région attendues sur deux volets :

- 208 815 € dans le cadre du programme « Amorçe », sur fonds propres du Conseil Régional des Pays de la Loire,

- 268 846 € dans le cadre du service d'accompagnement à la rénovation énergétique dont les fonds nationaux ont été délégués à la Région,

2) les participations des 5 communautés de communes pour 132 339 € calculées à partir d'une clé de répartition au nombre d'habitants.

Le reste à charge estimé pour Mayenne Communauté pour 2 années d'activité est évalué à 39 702 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- approuve la gestion en AE/CP de la Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique pour un montant de 610 000 € tel que présenté,**

**- dit que les crédits budgétaires pour l'exercice 2022 de 310 000 € sont ouverts au budget principal adopté ce jour.**

**17 - Finances – Pôle Culture et Jeunesse de Lassay les Châteaux– Autorisation de programme et crédits de paiement – Section d'investissement – Création**

**M. SOUTIF expose :**

Conformément aux articles L 2311-3 et R 2311-9, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet aux Collectivités de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice. Il est proposé de créer une AP/CP "Pôle Culture et Jeunesse Intercommunal de Lassay" numérotée 22001 comprenant les travaux de construction et les équipements.

Considérant que l'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement, il est proposé de se prononcer sur la création de l'AP/CP Pôle Culture et Jeunesse de Lassay les Châteaux pour un montant global de 7 070 516 € TTC et de proposer les crédits de paiement suivants :

<b>AP – POLE CULTURE ET JEUNESSE INTERCOMMUNAL DE LASSAY LES CHATEAUX (travaux et équipements) Opération d'équipement : 22001</b>			
CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025
<b>700 000 €</b>	<b>2 000 000 €</b>	<b>2 125 000 €</b>	<b>2 245 516 €</b>

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve la création de l'AP/CP Pôle culture et Jeunesse Intercommunal de Lassay les Châteaux pour un montant de 7 070 516 € tel que présenté,
- dit que le crédit budgétaire pour l'exercice 2022 de 700 000 € est ouvert au budget principal adopté ce jour.

# 18 - Finances – Budget annexe LEADER – Exercice 2021 – Décision modificative n°1

## M. SOUTIF expose :

Il vous est proposé de procéder à un ajustement budgétaire sur le budget annexe LEADER 2021 par décision modificative ayant pour objet l'annulation d'un rattachement opéré en 2020 d'une recette liée au financement du GAL par le fonds européen du programme LEADER.

SECTION DE FONCTIONNEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
74	7477	Budget communautaire et fonds structurels		60 509,00
67	6718	Autres charges exceptionnelles	60 509,00	
		<b>TOTAL DM n°1</b>	<b>60 509,00 €</b>	<b>60 509,00 €</b>
		Pour mémoire BP 2021	289 459,00 €	289 459,00 €
		<b>TOTAL APRES DM n°1</b>	<b>349 968,00 €</b>	<b>349 968,00 €</b>

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice 2021 intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites dans le document comptable annexé, et conformément au tableau suivant :

- au niveau des chapitres :

	Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	60 509,00	60 509,00
Opérations d'ordre	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>60 509 €</b>	<b>60 509 €</b>

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2021 du budget annexe LEADER telle qu'elle est présentée et annexée.

# 19 - Marchés publics – Travaux de maçonnerie et de démolition pour l'aménagement du camping intercommunal « Le Gué Saint Léonard » à Mayenne (21TRA04-3) – Avenant – Autorisation de signature

## M. SOUTIF expose :

Par marché notifié le 17/07/2020, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise BTEM le marché d'aménagement du camping intercommunal « Le Gué Saint Léonard » à Mayenne – Lot 3 : Maçonnerie - Démolition » pour un montant de **44 082.92 € HT**.

Un premier avenant a été nécessaire afin d'apporter plusieurs modifications sur l'ensemble des bâtiments :

- ❖ Le mur de façade du bâtiment de l'ancienne piscine n'était pas maçonné dans son épaisseur, mais était rempli d'un mélange de sable et de pierre, et qu'il n'était pas porteur. Le mode constructif ayant été revu, des linteaux métal ne sont conséquemment pas nécessaires (- 1 180.00 € HT).

- ❖ Le mur entre les sanitaires et la partie snack n'ayant pas de renforts verticaux (raidisseurs) pour supporter l'ajout du demi ferme, il est demandé au lot maçonnerie de réaliser un poteau béton armé supplémentaire (+ 780.00 € HT).
- ❖ Le mode de pose ayant été modifié par le maître d'œuvre, il est nécessaire de poser les menuiseries extérieures en applique sur la maçonnerie plutôt qu'en tunnel sur le tableau des murs en pierre (+ 990.00 € HT).
- ❖ Ajout de siphons au niveau du local ménage et de la cuisine ainsi que la révision des plans du réseau des eaux usées en fonction du réseau existant (+ 3 081.00 € HT).
- ❖ Dans le logement du gardien, la pose de l'ossature n'a pas pu être réalisée, car il a été découvert une saignée périphérique au sol de 13 cm de large par 4 cm de profondeur. L'entreprise BTEM a donc du remplir les pieds de cloisons en béton (+ 420.00 € HT).
- ❖ Sur une façade du bâtiment des sanitaires, il était prévu initialement au marché la création de deux ouvertures, mais ces dernières n'ont pas été réalisées (- 380.00 € HT).

Ces modifications ont induit une plus-value totale de 3 711.00 € HT, soit une variation de 8.42 % du montant du marché passé ainsi de 44 082.92 € HT à 47 793.92 € HT.

Un premier avenant a été nécessaire afin d'apporter plusieurs modifications sur l'ensemble des bâtiments :

- ❖ Le mur de façade du bâtiment de l'ancienne piscine n'était pas maçonné dans son épaisseur, mais était rempli d'un mélange de sable et de pierre, et qu'il n'était pas porteur. Le mode constructif ayant été revu, des linteaux métal ne sont conséquemment pas nécessaires (- 1 180.00 € HT).
- ❖ Le mur entre les sanitaires et la partie snack n'ayant pas de renforts verticaux (raidisseurs) pour supporter l'ajout du demi ferme, il est demandé au lot maçonnerie de réaliser un poteau béton armé supplémentaire (+ 780.00 € HT).
- ❖ Le mode de pose ayant été modifié par le maître d'œuvre, il est nécessaire de poser les menuiseries extérieures en applique sur la maçonnerie plutôt qu'en tunnel sur le tableau des murs en pierre (+ 990.00 € HT).
- ❖ Ajout de siphons au niveau du local ménage et de la cuisine ainsi que la révision des plans du réseau des eaux usées en fonction du réseau existant (+ 3 081.00 € HT).
- ❖ Dans le logement du gardien, la pose de l'ossature n'a pas pu être réalisée, car il a été découvert une saignée périphérique au sol de 13 cm de large par 4 cm de profondeur. L'entreprise BTEM a donc du remplir les pieds de cloisons en béton (+ 420.00 € HT).
- ❖ Sur une façade du bâtiment des sanitaires, il était prévu initialement au marché la création de deux ouvertures, mais ces dernières n'ont pas été réalisées (- 380.00 € HT).

Ces modifications ont induit une plus-value totale de 3 711.00 € HT, soit une variation de 8.42 % du montant du marché passé ainsi de 44 082.92 € HT à 47 793.92 € HT.

Aujourd'hui, des modifications et travaux supplémentaires sont nécessaires sur le bâtiment sanitaire et sur le bâtiment accueil pour finalisation de l'opération.

#### Travaux en plus-value :

- ❖ Travaux de fondation pour support d'ossature de bardage
- ❖ Démolition supplémentaire de murs, de cloisons, d'un sol trop haut dans les sanitaires hommes
- ❖ Complément de bouchage au sol dans le bâtiment sanitaire, démolition et évacuation de la cloison entre le snack et les vestiaires
- ❖ Linéaire de réseau EU supplémentaire (le forfait initial s'est avéré insuffisant)
- ❖ Calfeutrement des menuiseries du bâtiment accueil et sanitaires, non prévus initialement
- ❖ Ajout réseau EU pour sanitaire handicapé extérieur du bâtiment accueil
- ❖ Reprises de maçonnerie de chaque fenêtre du bâtiment accueil et fourniture, pose et enlèvement des appuis de fenêtre
- ❖ Complément de parpaings pour la cloison entre la chaufferie et le local des sanitaires, enduit
- ❖ Ajout de fourreaux pour passage de la fibre
- ❖ Dépose de caisson en toiture
- ❖ Réalisation d'un doublage de mur à la place d'un enduit

Travaux et éléments divers en moins-value :

- ❖ Suivant le compte-rendu de la réunion du 11 juin 2021 : Remplacement des portes intérieures du logement, reprise de doublage cuisine du logement, remplacement de la cuisine du logement, travaux non réalisés dans le bâtiment accueil et enduit non réalisés
- ❖ Pénalités d'absences aux réunions de chantier
- ❖ Rabais de l'entreprise suite à la réunion du 11/06/2021

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value totale de 0.01€ HT, soit une variation totale, avec le cumul des avenants, de 8.42% du montant du marché qui passe ainsi de 47 793.92 € HT à 47 793.93 € HT.

La Commission MAPA de Mayenne Communauté en date du 7 décembre 2021 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant ci-dessus présenté.***

**20 - Finances - Avenant N°3 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté prenant effet au 1er janvier 2022**

**M. SOUTIF expose :**

Il existe une mutualisation importante entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté qui est régie dans des conventions relatives à :

- \* une mutualisation du personnel avec la convention de gestion unifiée du personnel ayant pris effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- \* une mise à disposition de locaux de la Ville
- \* une mise à disposition de moyens matériels et logistiques

Cette dernière convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques conclue entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté a pris effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2021.

Un avenant N°1 a été conclu à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour prendre en compte notamment les effets de la convention de gestion unifiée du personnel sur des modalités de calcul d'une partie de cette convention.

Considérant la nécessité de faire évoluer la convention en fonction de nouveaux événements,

La convention de mise à disposition de moyens et les 2 avenants comportent les rubriques suivantes :

- 1) Moyens mis à disposition par la Ville à MC :
  - matériels informatiques, logiciels et maintenance
  - photocopies
  - contrat de collecte du courrier
  - fournitures administratives
  - fournitures du « magasin »
  - carburants
  - repas et autres prestations du restaurant municipal
- 2) Moyens mis à disposition par MC à la Ville : vêtements de travail.
- 3) Dépenses dans le cadre de la mutualisation des services.

La convention arrivant à terme le 31 décembre 2021, il est proposé de proroger la durée jusqu'au 31 décembre 2026 dans le cadre d'un avenant N°3.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **approuve cet avenant N°3 à la convention de mise à disposition de moyens matériels et logistiques**
- **autorise Monsieur Patrick Soutif, Vice-Président, à le signer.**

<b>21 - Finances – Avenant N° 3 à la convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>
---

**M. SOUTIF expose :**

La convention actuelle de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté a été conclue à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021. L'avenant N°1 à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2018 a pris notamment en compte la création de nouveaux locaux mutualisés en 2018 entre le service prestations de MC et les services voirie et propreté de la Ville ainsi que la mise en place de la gestion unifiée ayant un impact sur les locaux du RAM. L'avenant N°2 à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2019 apporte quelques modifications à l'article 1 relatif à la mise à disposition à titre onéreux de locaux par la Ville à Mayenne Communauté. Il s'agit essentiellement de changements à la Maison du travail et à la maison Bertrand avec la prise en compte des bureaux occupés par La Sauvegarde.

Il est rappelé que la convention initiale et ses avenants abordent différents types de mise à disposition :

- ✓ mise à disposition à titre onéreux des locaux utilisés par des services de la Communauté ou des associations subventionnées par celle-ci avec des loyers différenciés selon l'occupation.
- ✓ mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le service déchets étant donné que la Communauté a versé à la Ville une participation aux travaux d'investissement pour les services déchets et espaces verts.

En outre, Mayenne Communauté ne contribue pas aux charges de fonctionnement des locaux du fait qu'elle ait cédé à la Ville le terrain d'implantation des locaux à titre gratuit.

- ✓ mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté des locaux occupés par le RAM à la maison de la petite enfance étant donné que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux.

Par ailleurs, Mayenne Communauté rembourse à la Ville les charges de fonctionnement.

- ✓ mise à disposition à titre gratuit par la Ville à Mayenne Communauté de 3 bureaux de l'hôtel de Ville et de Communauté occupés par le service finances du fait que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux d'aménagement des bureaux.
- ✓ conditions de remboursement des charges d'électricité par la Communauté à la Ville suite au transfert de la compétence « musée du château de Mayenne » en raison d'un compteur commun avec le Théâtre.
- ✓ mise à disposition par la Ville à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le service prestations. Ceci intervient dans le cadre de la mutualisation des services prestations de MC et des services voirie et propreté de la Ville sur le même site à Mayenne.

Cette mise à disposition des locaux du service prestations se fait à titre gratuit dans la mesure où Mayenne Communauté a versé un fonds de concours à la Ville pour la réalisation des travaux.

En outre, Mayenne Communauté rembourse chaque année à la Ville une partie des charges de fonctionnement des locaux.

La convention actuelle arrivant à échéance le 31 décembre 2021, il est proposé de la proroger jusqu'au 31 décembre 2026 par avenant N°3.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **approuve l'avenant N°3 à la convention de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2022**
- **autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président à le signer.**



**M. SOUTIF expose :**

Le Conseil est informé de la demande de subvention exceptionnelle adressée par l'association AUDACE 53 motivée par la manifestation à Paris du 4 décembre dernier qui a généré pour l'association un coût de 3 806 € (après déduction des dons et soutiens).

Afin de soutenir l'association dans son engagement en faveur du maintien de notre hôpital public avec l'ensemble de ses services, il est proposé de couvrir intégralement le coût du déplacement.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :***

- ***attribue une subvention de fonctionnement exceptionnelle à l'association AUDACE 53 d'un montant de 3 806 €,***
- ***dit que cette dépense sera imputée sur le c/6574 de l'exercice en cours.***

**23 - Déchets – Redevance Incitative – Détermination de la grille tarifaire 2022**

**M. COISNON expose :**

Depuis sa mise en place en 2014, la tarification incitative a eu un impact positif sur le comportement des usagers. Depuis 2012, la production d'ordures ménagères a diminué de 47% alors que les tonnages d'emballages recyclables et papiers ont progressé de 63%. Ces comportements ont permis de maîtriser les coûts du service. En comparaison des coûts de service de collectivités de même typologie que la nôtre, le coût de gestion global du service se situe dans les 20% des collectivités les moins chères.

La grille tarifaire appliquée pour la redevance incitative du service déchets de Mayenne Communauté a été définie par délibération du Conseil Communautaire du 11 décembre 2014.

Le montant de la redevance incitative est composé d'une part fixe, correspondant à la part incompressible du service (accès au service de collecte, accès aux conteneurs de tri, aux déchetteries) et d'une part variable, qui correspond à l'incitation et donc proportionnelle à l'utilisation du service de collecte et traitement des ordures ménagères résiduelles. Pour les habitants, la part fixe dépend du type de collecte et du litrage mis à disposition tandis que la part variable dépend du nombre de levées/dépôts de déchets (hors tri et déchetteries) effectivement constaté.

Depuis 2015, les tarifs de la redevance incitative n'ont pas évolué. La redevance incitative représente 70% des recettes du service. Les autres recettes sont les soutiens versés par les éco-organismes et les ventes de matériaux collectés en déchetterie et le tri sélectif. Ces recettes sont également stables.

A contrario, les coûts de gestion du service augmentent. Les prestations de traitement et l'augmentation des tonnages collectés pour certains flux de déchets (bois, encombrants, gravats, emballages recyclables...) augmentent les dépenses du service, depuis 2019.

De plus, la loi de finances 2019 a acté une hausse progressive de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Cette taxe est appliquée pour les tonnages de déchets traités en centre de stockage (encombrants) ainsi qu'en unité de valorisation énergétique (ordures ménagères résiduelles et petits encombrants incinérables).

La TGAP est passée de :

- 3 € HT par tonne de déchets incinérés en 2019 à 11 € HT par tonne en 2022 et une hausse progressive jusqu'en 2025 pour atteindre 15 € HT par tonne
- 17 € HT par tonne de déchets enfouis en 2019 à 40 € HT par tonne en 2022 et une hausse progressive jusqu'en 2025 pour atteindre 65 € HT par tonne

L'augmentation estimée entre 2019 et 2022 pour ce poste de dépenses est de 100 000 €.

Les préparations des budgets prévisionnels 2021 et 2022 ont également été marquées par :

- Des incertitudes concernant la mise en place de nouvelles filières de traitement des déchets notamment en déchetterie
- Des évolutions réglementaires
- Des évolutions de tonnages collectés difficilement estimables
- Une évolution du schéma de collecte incertaine

Par ailleurs, le service déchets poursuit ses actions afin d'améliorer les services proposés aux usagers tout en maîtrisant les coûts du service. La mise en place de points d'apport volontaire pour la collecte des ordures ménagères et des emballages recyclables centralisés en bourg ont permis de réduire le nombre de tournées de collecte. L'harmonisation des modalités de collecte sur l'ensemble des communes du territoire permettra de réduire les coûts de collecte des déchets. La mise en place des nouvelles consignes de tri accompagnée à la densification du nombre de conteneurs de tri facilite le geste de tri des usagers. La mise aux normes des déchetteries et leurs aménagements vont permettre la mise en place de nouvelles filières afin de valoriser un maximum de déchets.

C'est dans ce contexte que le groupe de travail déchets composé d'élus du territoire a travaillé sur différentes hypothèses de travail visant à l'équilibrage du budget annexe.

Au vu des discussions en son sein et des propositions faites et discutées avec les instances, les principes suivants ont été retenus pour l'élaboration de la grille tarifaire :

- augmenter le coût unitaire des dépôts/levées en passant de 1,9 centimes (0,019€) le litre de déchets traité à 2,2 centimes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022
- travailler, en 2022, avec un bureau d'études sur la refonte globale de la grille tarifaire pour le 1<sup>er</sup> janvier 2023 (professionnels et ménages)

L'augmentation du prix du litre d'ordures ménagères vient en réponse à l'augmentation des coûts de traitements et de la TGAP sur la valorisation énergétique de ces déchets. Elle est plus équitable car elle va impacter davantage les gros producteurs de déchets dont les professionnels et les foyers ayant une collecte en porte-à-porte et dont le coût de collecte est plus important que les foyers ayant une collecte en apport volontaire.

Afin de travailler sur la grille tarifaire en 2022, les élus proposent un accompagnement pour le service déchets un bureau d'études. Les objectifs seront de faire un état des lieux de notre tarification, réaliser une prospective financière approfondie du budget déchets et des systèmes de tarification incitative existants et proposer aux élus différents scénarii concernant l'évolution de la tarification incitative.

Le montant global estimé (à partir des dépôts et levées effectués en 2020) vis-à-vis de l'augmentation proposée est le suivant :

MODE DE COLLECTE	NOMBRE DE DEPOTS ET LEVEES REALISEES EN 2020	VOLUME TOTAL D'OMR COLLECTEES EN 2020 (en litres)	Recette générée par le forfait minimum et les dépôts et levées supplémentaires facturés en 2020		Recette générée par le forfait minimum et les dépôts et levées supplémentaires facturés en 2020 avec augmentation du coût unitaire		Recettes supplémentaires	Recettes supplémentaires (avec une diminution de 15% des volumes collectés)
			Coût unitaire au litre	Recette globale 2020	Coût unitaire au litre	Estimation de la recette globale		
CSE (30 litres)	27 881	836 430	0,019 €	15 892 €	0,022 €	18 401 €	2 509 €	2 133 €
CSE (60 litres)	196 341	11 780 460		223 829 €		259 170 €	35 341 €	30 040 €
BAC (120 litres)	64 438	7 732 560		146 919 €		170 116 €	23 198 €	19 718 €
BAC (240 litres)	19 264	4 623 360		87 844 €		101 714 €	13 870 €	11 790 €
BAC (340 litres)	9 390	3 192 600		60 659 €		70 237 €	9 578 €	8 141 €
BAC (660 litres)	4 333	2 859 780		54 336 €		62 915 €	8 579 €	7 292 €
BAC (750 litres)	3 627	2 720 250		51 685 €		59 846 €	8 161 €	6 937 €
<b>TOTAL</b>	<b>325 274</b>	<b>33 745 440</b>		<b>641 163 €</b>		<b>742 400 €</b>	<b>101 236 €</b>	<b>86 051 €</b>

La grille tarifaire 2022 proposée ce soir à la validation du Conseil Communautaire s'établit comme suit :

**Redevables munis d'un bac dont la collecte des ordures ménagères résiduelles est assurée en porte à porte**

	Volume du bac (en litres)	Abonnement annuel = Part fixe pour l'accès au service (hors levée)	Part variable : coût unitaire de la levée du bac	Nombre de levées Minimum Obligatoire Dans l'année
Ménage ou professionnel	120	102,22	2,64 (*2,28)	9
Ménage ou professionnel	240	121,01	5,28 (*4,56)	9
Ménage ou professionnel	340	146,62	7,48 (*6,46)	9
Professionnel	660	214,94	14,52 (*12,54)	9
Professionnel	750	242,89	16,5 (*14,28)	9

**Redevables munis d'un badge et devant déposer leurs ordures ménagères résiduelles dans un conteneur**

	Volume du tambour équipant le conteneur (en litres)	Abonnement annuel = Part fixe pour l'accès au service (hors dépôt)	Part variable : Coût unitaire d'un dépôt dans le conteneur	Nombre de dépôts Minimum Obligatoire Dans l'année
cas 1 : Ménage en grand habitat collectif vertical utilisant un conteneur exclusivement destiné à l'habitat collectif	30	52,69	0,66 (*0,57)	36
cas 2 : Professionnel ou Ménage hors cas 1	60	78,31	1,32 (*1,14)	18
Usager en résidence secondaire	60	78,31	1,32 (*1,14)	6

\*Tarifs antérieurs

A titre d'exemple :

Avec un conteneur cas 2 du dernier tableau, les variations sont les suivantes :

- 26 levées =  $78,31 + 1,14 \times 26 = 107,95$  €. L'augmentation de 1.14 à 1.32 donne  $78,31 + 1,32 \times 26 = 112,63$  €. Ecart = + 4.68 €, soit 4.34 %
- 40 levées =  $78,31 + 1,14 \times 40 = 123,91$  €. L'augmentation donne alors  $78,31 + 1,32 \times 40 = 131,11$  €. Ecart = 7.20, soit + 5.81 %

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (MM. MOTTAIS, TRIDON et FAUCON et Mmes JONES et ROUYERE s'étant abstenus), adopte la nouvelle grille tarifaire présentée pour l'année 2022 reposant sur :**

- le maintien de l'abonnement annuel (part fixe)
- la modification de la part variable avec le prix du litre porté de 0. 019 € à 0.022 €
- le maintien du nombre de levées et dépôts minimum obligatoire

**24 - Déchets – Avenant pour le contrat de reprise des emballages plastiques (Valorplast)**

**M. COISNON expose :**

Mayenne Communauté a conclu, dans le cadre de l'option « Reprise Filière » prévue au cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers 2018-2022 et conformément au contrat de reprise type prévu à la convention particulière Filière plastiques entre Valorplast et Citeo, un contrat pour la reprise des déchets d'emballages ménagers en plastique de la Collectivité par Valorplast. Ce contrat s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2022.

Par un arrêté en date du 4 janvier 2019, publié au journal officiel le 24 janvier 2019, le cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers a fait l'objet de plusieurs modifications concernant notamment la définition des standards par matériau et la création d'une option spécifique de reprise, assurée par la Société agréée, pour le standard « flux développement » (plastique).

Conformément à l'article 16 du Contrat et suite au passage en extension des consignes de tri, Mayenne Communauté et Valorplast se sont rapprochées afin de prendre en compte ces évolutions.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer l'avenant à la convention, à effet du 1<sup>er</sup> octobre 2021.***

## **25 - Déchets – Convention pour la gestion des déchets du Centre Hospitalier Nord-Mayenne**

### **M. COISNON expose :**

Depuis 2003, le Centre Hospitalier Nord-Mayenne a signé une convention de redevance spéciale avec la Communauté de communes pour la gestion et la facturation de ces déchets.

Compte tenu de l'importance de cet établissement et de la spécificité de son fonctionnement, la collectivité a mis à disposition une benne compactrice qui présente l'avantage d'éviter des vidages répétés de nombreux bacs et de limiter les allers/retours au site de transfert des ordures ménagères, tout en laissant au CHNM la possibilité de ne plus dépendre d'horaires de collecte.

Lors de la mise en place de la tarification incitative une convention a été signée entre la collectivité et le CHNM puis renouvelé pour la période 2018-2021. La tarification tient compte du poids des déchets, des coûts de traitement et de l'amortissement du matériel.

Une étude doit être menée en 2022 concernant la refonte de la grille tarifaire de la redevance incitative.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit dans les mêmes conditions la convention pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.***

## **26 - Avenant à la convention entre Mayenne Communauté et l'association « Aid' à dom » relative à la micro-crèche en horaires atypiques**

### **Mme D'ARGENTRE expose :**

Le montant de l'aide octroyée par Mayenne Communauté à l'association « Aid' à dom » pour son activité micro- crèche est de 14 500 € depuis 2010 et son installation sur notre territoire, soit 12 ans.

L'aide est apportée par Mayenne communauté à l'association afin de répondre aux besoins de garde d'enfants en horaires atypiques des familles du territoire. Les enjeux de ce partenariat sont à la fois sociaux et économiques.

Les objectifs fixés dans la convention sont atteints et la structure rend un réel service (enfants en garde le samedi, tôt le matin tard le soir : commerçants, personnel hospitalier ou EPADS...) (cf : voir pièce jointe Convention 2019 2021 et note bureau de février bilan de l'année 2020)

La convention partenariale pour le développement de la micro-crèche à Mayenne expire le 31 décembre 2021. Il est nécessaire d'établir une nouvelle convention sur 3 années, ou bien un avenant à celle de 2019 à 2021. L'association sollicite une revalorisation du montant de la subvention annuelle en raison du contexte dans lequel elle se trouve actuellement.

En effet, l'association départementale «Aid'à dom» gère un certain nombre de services dits «à la personne» et en particulier 5 micro-crèches, 4 sont situées sur Laval et son agglomération et une à Mayenne.

Au travers de l'avenant 43 à la convention collective qui lui est opposable, une nouvelle classification des emplois et rémunérations impacte l'enveloppe globale des rémunérations chargées sur l'ensemble des micro-crèches du département de + 100 000 € sur une année pleine. A ce jour, l'association n'a pas connaissance des modalités de financement de cet avenant sur la petite enfance. Les associations au niveau national ont alerté les ministères de tutelle, le secrétaire d'état en charge de la protection de l'enfance par le cabinet d'Adrien TAQUET, de même que Madame BOURGUIGNON, Ministre déléguée en charge de l'Autonomie, pour les services à la personne de maintien, d'aide à domicile.

L'association « Aid à dom » a également alerté et sollicité une rencontre auprès de la CAF de la Mayenne, mais est en attente sachant que pour l'instant la CNAF n'a pas pris position sur ces questions.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise la signature d'un avenant d'un an à la convention entre Mayenne Communauté et l'association « Aid'à dom » soit jusqu'au 31 décembre 2022, et décide de travailler en 2022 à la réalisation d'une nouvelle « Convention d'objectifs et de moyens », convention pluriannuelle qui prendrait effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Si nous acceptons pour 2022 la revalorisation de la subvention versée à « Aid'à dom », nous ne savons pas pour l'instant si une aide supplémentaire sera apportée par la CAF ni son montant et sommes en attente de ces éléments pour envisager le montant de la revalorisation pour 2022.**

## 27 - Aire d'accueil des Gens du Voyage - Révision des tarifs

### Mme D'ARGENTRE expose :

Depuis janvier 2016 et conformément à ses statuts, Mayenne Communauté a pour compétence obligatoire la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de l'évolution du tarif du dépôt de garantie, par emplacement, à 100 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, et maintient les autres tarifs au même niveau que ceux pratiqués en 2021, à savoir :**

TARIFS	2021	2022
Dépôt de garantie, par emplacement	93,00 €	100,00 €
Droit de place, par emplacement et par jour	1,88 €	1,88 €
Électricité, par kwatt/heure	0,14 €	0,14 €
Eau par m <sup>3</sup>	3,67 €	3,67 €
Sac poubelle, par unité	0,30 €	0,30 €
Location de la salle commune :		
• Un après-midi	12,65 €	12,65 €
• Une soirée	23,20 €	23,20 €
• Un week-end	46,30 €	46,30 €
Dépôt de garantie pour la location de la salle commune	30,00 €	30,00 €

## 28 - Demande de subvention DETR/DSIL – Travaux Maison des alternants

### M. TRANCHEVENT expose :

De nombreuses entreprises locales sont actuellement en recherche de compétences pour accompagner leur développement et souhaitent notamment attirer des stagiaires ou alternants.

Dans ce cadre, il apparaît essentiel de faciliter l'accueil des jeunes sur notre territoire afin qu'ils s'y sentent bien et qu'ils envisagent de s'y installer plus durablement ou d'y revenir ultérieurement.

Il est ainsi envisagé de créer un nouvel hébergement de qualité au sein duquel les occupants pourront disposer de chambres avec sanitaires individuels mais aussi d'un coin cuisine. Une maison récemment achetée par Mayenne Communauté, située au 9 rue de Grinhard à Mayenne, sera ainsi à rénover dans ce but.

Le plan de financement prévisionnel de ce projet est le suivant :

Dépenses HT		Financement	
Coût estimatif des travaux		DETR (20%) (plafond 300000)	60 000
		DSIL	260 000
		Mayenne Communauté	80 000
<b>TOTAL</b>	<b>400 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>400 000</b>

Afin d'engager ces travaux, Mayenne Communauté souhaite répondre à l'appel à projet DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) – DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) mis en place par l'Etat pour l'année 2022.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide le principe d'une réponse à l'appel à projet DSIL-DETR de l'Etat pour l'année 2022 concernant la rénovation de la « maison des alternants » à Mayenne,
- autorise Monsieur le Président de Mayenne Communauté à signer tout document afférent à ce dossier.

## **29 – Economie - Autorisation d'ouverture des commerces les dimanches et jours fériés 2022 sur la commune de Mayenne**

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Sur la commune de Mayenne, un commerce de détail peut ouvrir le dimanche s'il s'agit :

- d'un commerce de bouche, d'un café, restaurant, hôtel, d'une épicerie, tabac, fleuriste,
- d'un commerce sans salarié,

Sinon, il n'en a la possibilité que lors des dimanches et jours fériés dits "du maire". Il convient chaque fin d'année d'en faire la liste qui s'imposera aux autres commerces incluant les grandes surfaces et les concessionnaires automobiles.

Pour 2022 les jours fériés sont :

- jour de l'an : samedi 1er janvier 2022 ;
- Pâques : lundi 18 avril 2022 ;
- Fête du Travail : dimanche 1er mai 2022 ;
- Victoire des Alliés en 1945 : dimanche 8 mai 2022 ;
- Ascension : jeudi 26 mai 2022 ;
- Pentecôte : lundi 6 juin 2022 ;
- Fête nationale : jeudi 14 juillet 2022 ;
- Assomption : lundi 15 août 2022 ;
- Toussaint : mardi 1er novembre 2022 ;

- Armistice : vendredi 11 novembre 2022 ;
- Noël : dimanche 25 décembre 2022.

S'ajoutent les dimanches pour

- les demandes locales : à Mayenne le marché de Pâques le 18 avril et la Braderie le 28 août

- les demandes liées au secteur d'activité :

- dont les concessionnaires automobiles :

13 Mars      12 Juin      18 Septembre      16 Octobre

- les demandes liées à l'activité de Noël

4 décembre    11 décembre    18 décembre

- les demandes liées au Black Friday

27 novembre

- les demandes liées aux soldes

16 janvier    26 juin

La loi prévoit un avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI à celui de la commune (la ville de Mayenne a délibéré favorablement au conseil municipal du 9 décembre dernier)

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'ouverture des commerces sur les dates ci-dessus.**

### 30 - Demande de subvention DETR/DSIL – Travaux Halte fluviale

#### M. VALPREMIT expose :

La Halte fluviale de Mayenne, située quai de Waiblingen, appartient à Mayenne Communauté. L'office de tourisme de Mayenne y accueille chaque année environ 9 000 visiteurs.

Ce lieu emblématique de notre territoire nécessite désormais des travaux importants qui consistent notamment à :

- Rénover et réaménager des espaces intérieurs afin de les adapter à de nouveaux usages,
- Améliorer les performances énergétiques du bâtiment dans le but de réduire d'au minimum 40% ses consommations en énergie primaire,
- Améliorer l'esthétique extérieure du bâtiment afin de lui redonner de la lisibilité et de l'attractivité.

Le plan de financement prévisionnel de ce projet est le suivant :

Dépenses HT		Financement	
Coût estimatif des travaux	270 000	DSIL	206 250
		Région (aide à la rénovation énergétique des bâtiments publics)	9 750
		Mayenne Communauté (20%)	54 000
<b>TOTAL</b>	<b>270 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>270 000</b>

Afin d'engager ces travaux de rénovation, Mayenne Communauté souhaite répondre à l'appel à projet DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) – DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) mis en place par l'Etat pour l'année 2022.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

Mayenne Communauté  
Séance du 16 décembre 2021

- valide le principe d'une réponse à l'appel à projet DSIL-DETR de l'Etat pour l'année 2022 concernant la rénovation de la « halte fluviale » à Mayenne,
- autorise Monsieur le Président de Mayenne Communauté à signer tout document afférent à ce dossier.

### 31 - Approbation de la tarification du Camping du Gué Saint-Léonard pour 2022

#### M. VALPREMIT expose :

Vu le bilan de la régie de recettes cette saison 2021,  
 Vu les nouveaux outils, services et équipements mis en place (logiciel de réservation en ligne, aménagement de l'espace camping-car, requalification des équipements du camping),  
 Vu le gain de confort permettant de prétendre au classement 3 étoiles,  
 Vu l'enthousiasme de la clientèle du camping et les projets de services à venir,

Le Copil camping réuni le 2 décembre propose (voir grille ci-jointe) :

- Une évolution de la grille tarifaire camping pour les produits « forfaits » ;
- La généralisation de l'abattement de 10% à l'ensemble des forfaits pour les séjours de 7 nuits et plus ;
- La mise en place d'une dégressivité du tarif des tentes bivouacs ;
- L'adoption d'un tarif unique pour les adhérents FFCC, toute période ;
- La création d'un tarif journée pour les extensions de séjour ;
- La création d'un tarif lit à la nuit en espace commun (type tente canadienne, tepee selon investissements à venir) ;
- La création d'un tarif de location de canoë pour rejoindre Mayenne par la rivière, prestation soumise à modalités (distance, durée, horaires...) ;
- L'instauration d'un tarif de location d'espace commun (salle de réunion, préau...) ;
- De permettre le fonctionnement de l'aire camping-car, même camping fermé ;
- D'adopter le calendrier des périodes tarifaires ci-joint.

Considérant le fonctionnement de la régie d'avance,

le Copil préconise :

- Un fonctionnement annuel-permanent de la régie
- De réviser le plafond d'encaisse totale de 1.500 à 10.000€
- De réviser le plafond d'espèces de 500 à 1.500€

Considérant les besoins en commercialisation du camping rénové,

le Copil propose d'autoriser le Président à contractualiser auprès de « campings.com ». Les recettes des produits vendus via ce contrat de distribution sont imputées de 20% TTC avant reversement sur la régie d'avance.

Après avis favorable du Comité de pilotage Camping réuni le 2 décembre dernier,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve la nouvelle tarification du camping intercommunal, applicable pour l'année 2022.**

### 32 - ECONOMIE/ TOURISME : Office de tourisme - demande de subvention couvrant le déficit saisonnier 2021 du bateau promenade

#### M. VALPREMIT expose :

Conformément aux dispositions contenues dans l'annexe 3 point 5 de la convention d'objectifs et de moyens entre Mayenne Communauté et l'Office de Tourisme, Mayenne Communauté verse à l'Office de



Tourisme une subvention destinée à couvrir le déficit supporté par l'Office de tourisme dans la gestion du bateau promenade.

Pour 2021 le bilan financier d'exploitation par l'Office de tourisme est le suivant (tableau en pj).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse une subvention de 14 494,31 € à l'office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.**

### **33 - PLH 2018-2023 – Aides du PLH à la construction/réhabilitation des logements locatifs des bailleurs sociaux**

#### **M. RAILLARD expose :**

Le Programme Local de l'Habitat (2018 – 2023) prévoit d'attribuer une aide financière pour les opérations de construction et de réhabilitation des logements locatifs sociaux.

Les opérations de constructions programmées doivent répondre à des critères d'économie d'espace, de qualité sociale et environnementale.

Mayenne Habitat nous a transmis de nouvelles demandes de subvention pour des opérations de réhabilitation de son parc sur la commune de Mayenne.

#### **OPERATION DE REHABILITATION DU BATIMENT A SUR LE QUARTIER DU POMMIER A MAYENNE**

Cette opération comprend la réhabilitation de 12 logements T2 avec l'atteinte après projet de l'étiquette C.

Le coût du projet est estimé à 874 005€ accompagné par un prêt de la Banque des Territoires. Le projet ouvre droit à une aide forfaitaire de 5000€ / logement soit une subvention à hauteur **de 60 000€**

La livraison de l'opération est prévue pour le premier trimestre 2022.

#### **OPERATION DE REHABILITATION DU BATIMENT A SUR LE QUARTIER DE BROSSOLETTE A MAYENNE**

Cette opération comprend la réhabilitation de 16 logements dont 12 T1 et 4 T2 avec l'atteinte après projet de l'étiquette C. Le coût du projet est estimé à 650 628€ financé par l'état à hauteur de 175 000€.

Le projet ouvre droit à une aide forfaitaire de 5000€ / logement soit une subvention à hauteur **de 80 000€**

La livraison de l'opération est prévue pour la fin de l'année 2022.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- valide au titre des aides du PLH, au regard du dossier complet :**

- **Une subvention de 60 000€ à Mayenne Habitat pour le projet de réhabilitation d bâtiment A du quartier du Pommier,**
- **Une subvention de 80 000€ à Mayenne Habitat pour le projet de réhabilitation d bâtiment A du quartier de Brossolette,**

**- autorise le Président à signer, conformément aux modalités délibérées en conseil communautaire du 14 mars 2019, les conventions qui seront passées entre MC et Mayenne Habitat afin de formaliser les modalités de ces aides.**

### **34 – Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions**

#### **M. LE SCORNET expose :**

Par délibération en date du 1er mars 2018, le Conseil Communautaire avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Régional vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2022 et de la nécessité de signer avec les lycées les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2022.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 seront les suivants :

- ☐ Piscine (par couloir de 25 m) ..... 16,01 €/couloir de 25 m  
(4 couloirs de 25 m ou 2 couloirs de 50 m maximum)  
Préciser le nombre de couloirs utilisés

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **entérine ces nouveaux tarifs,**
- **autorise Monsieur le Président à signer les conventions correspondantes.**

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h

Vu, le secrétaire

Daniel DOYEN



Vu, le Président

Jean-Pierre LE SCORNET

